



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

«Le libre-échange sème la faim»! Les yeux fermés, mais le porte-monnaie ouvert...

Dans les salons feutrés de Postdam, les USA, l'UE, le Brésil et l'Inde ont tenté de conclure un accord à l'OMC. En raison de la forte augmentation du prix du maïs, le gouvernement américain peut réduire l'aide à ses producteurs qui représente une véritable épine dans le pied des négociateurs. Sur les marchés mondiaux, le prix de différents produits flambe; d'une part en raison du «succès» des agro carburants et d'autre part à cause de la forte demande de pays tels que l'Inde et la Chine. On se risque donc à parler de pénurie au niveau des stocks mondiaux... Pourtant, même pendant les années où nous parlions de surplus alimentaires, la faim n'avait pas disparu; plus de 850 millions de personnes en souffrent toujours, au point que l'on parle aujourd'hui de créer une nouvelle catégorie de réfugiés dénommée «les réfugiés de la faim». Le libre-échange, même en période d'opulence, n'a pas réduit ce fléau. Si les prix mondiaux grimpent, les prix au producteur continuent de s'effondrer ici et ailleurs et ne couvrent plus les coûts. Poussés à la faillite, puis à l'exode en raison de la trop forte concurrence qu'ils subissent, voire à la faim, les paysans sont les premières victimes des marchés livrés au main des tenants de l'agro-business. Mais à Postdam et à Genève, les chantres de l'OMC continuent de se réunir sur les bases économique-politiques des années 80. Il serait temps de leur rappeler les réalités du marché actuel... Sans compter qu'ils ont toujours refusé de se préoccuper des aspects sociaux et environnementaux; les deux autres piliers nécessaires à la durabilité. Ces derniers temps, les médias ont relevé l'esclavage d'ouvriers chinois et brésiliens... pourtant il n'est pas nécessaire de porter le regard au delà des océans. La concurrence effrénée que se livrent certains acteurs agro-alimentaires ont amené à l'esclavage intra-européen; rappelons-nous les



«La terre aux humains, pas pour les profits»... devant le lieu de réunion du G4 en Allemagne.

tomates siciliennes produites avec le sang d'ouvriers polonais forcés de travailler sous bonne garde armée. N'oublions pas El Ejido où la situation des esclaves des serres espagnoles ne s'est pas améliorée. Après avoir exploité les ouvriers de l'Est, puis du nord de l'Afrique, ils se servent dans le réservoir des Iles Canaries qui se remplit de boat people d'Afrique noire. Et puis, si les frontières européennes devaient se fermer d'avantage aux hommes et aux femmes, la parade est déjà en place: le Maroc reproduit la copie conforme d'El Ejido; et pour assurer l'approvisionnement de l'Europe en beaux légumes, les accords de libre-échange euro-méditerranéens se négocient. On délocalise au sud, on exploite et on ferme les yeux tout en ouvrant sa bouche et son porte-monnaie... Malgré ces drames humains et écologiques, nos décideurs continuent de

lorgner au delà des frontières et cherchent à signer des accords de libre-échange avec des pays tels que le Pérou, la Colombie, l'Indonésie et l'Inde; ceci afin de s'assurer que si l'OMC venait à sombrer, ce système vicié resterait bien en place. La situation qui prévôt aujourd'hui sur le plan mondial trouve son illustration en Suisse: libéralisation des marchés, mise en concurrence déloyale des familles paysannes avec des économies qui n'ont rien de comparable avec la notre, marginalisation de certaines couches de la population. Il est donc indispensable d'interpeller nos politiques pour voir s'ils partagent nos visions quant aux rôles que l'agriculture doit remplir. C'est ce que nous allons faire avant les élections fédérales par le biais d'une proposition de «pacte agricole».

Uniterre



Marchés laitiers
D'Europe et de Suisse
Pages 2, 3



Politiques agricoles
PA 2011 et internationale
Page 4



Marché proximité
La ferme vaudoise
Page 5



Conditions sociales
De retour d'El Ejido
Pages 6, 7

COMMISSION « PAR LITRE DE LAIT ; 1 FR. POUR LE PAYSAN »

Objectif 500!

Depuis la mi-mai, Uniterre est en campagne. Le syndicat multiplie les séances d'information dans toute la Suisse romande pour faire adhérer un maximum de producteur de lait à la plateforme européenne European Milk Board (EMB). L'objectif fixé par le comité est de réunir 500 producteurs d'ici cet automne.

Afin que les revendications de la commission « par litre de lait, 1 Fr. pour le paysan » soient mieux entendues, la mobilisation de chaque producteur et productrice compte. C'est ensemble, avec les 80'000 producteurs des lait de la plateforme européenne EMB que l'on va obtenir des augmentations de prix. Pour susciter l'intérêt et finalement la création du mouvement en Suisse, les sections cantonales d'Uniterre organisent et multiplient des séances d'information et de discussion sur le sujet.

Ce travail, loin d'être terminé, apporte déjà ses premiers fruits. La commission compte aujourd'hui plus de 130 familles et regroupe déjà plus de 23 mio. de kg de lait. Ces résultats sont très réjouissants et plutôt encourageants. Ils montrent qu'actuellement, fixer un prix du lait entre producteurs n'est plus un tabou, mais une nécessité lorsque qu'on veut être mieux rémunéré par le marché.

Dans le but d'augmenter la pression à la fois sur les acheteurs et sur les « décideurs », le comité d'Uniterre s'est fixé comme objectif de regrouper, au sein sa commission, au minimum 500 familles paysannes d'ici à l'automne. C'est en effet à cette période qu'Uniterre devrait adhérer officiellement à la plateforme européenne EMB et rejoindre ainsi les quelques 80'000 producteurs provenant de plus de 10 pays européens différents.

L'Arc lémanique se mobilise...

Depuis un mois, les producteurs de la région lémanique (du Valais à Genève) se mobilisent particulièrement et font un travail remarquable. A l'heure actuelle, les producteurs de cette région représentent environ 60% des contrats signés. Ils ont organisé 5 séances décentralisées et ont invité personnellement les producteurs à se déplacer et à signer le contrat. Lors de la dernière séance, dans une grande salle de Vouvry, plus de 70 producteurs ont répondu présents. Aujourd'hui, ils continuent à mobiliser! Les producteurs des zones franches sont appelés à rejoindre le mouvement.

Dans les autres cantons

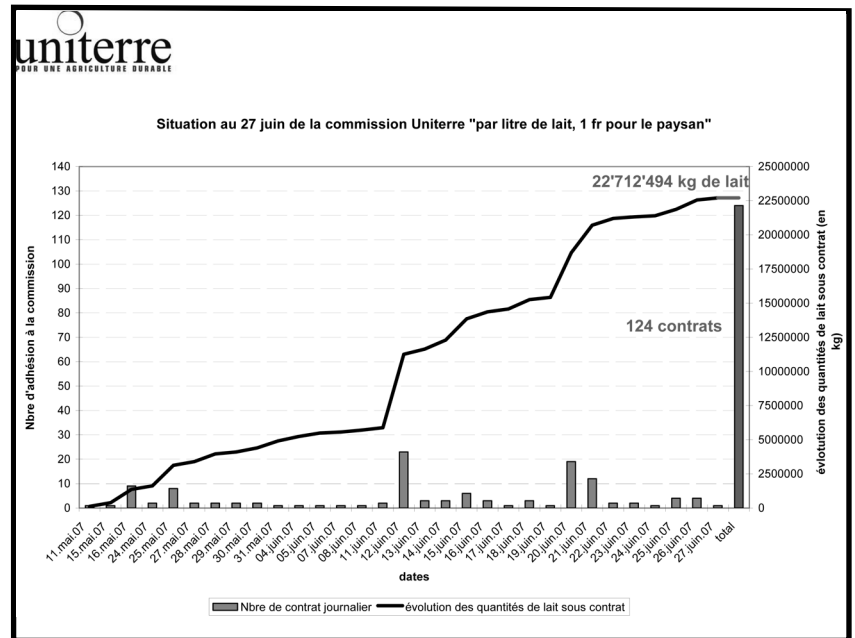
Dans les autres cantons, la mobilisation démarre. Une séance s'est déroulée au milieu du mois de juin à Eclépens (VD). Près de cinquante producteurs étaient présents. Les débats étaient nourris mais dans l'ensemble très positifs et favorables à l'action. Suite à cette soirée, Uniterre a décidé de multiplier les séances décentralisées dans le canton. Pour ce faire, la section VD recherche des producteurs qui souhaiteraient organiser une ou des séances similaire à la Vallée de Joux, dans le Nord vaudois, dans le Gros-de-Vaud, dans le Jorat, dans la Broye, dans les

Préalpes et Alpes vaudoises. Si vous êtes intéressés, contactez le secrétariat d'Uniterre à Lausanne.

Une première séance a eu lieu dans les cantons de Neuchâtel, Jura et Fribourg. Ces quatre séances ont rencontré un succès plus ou moins grands. Dans le Jura, la séance de Glovelier a réuni une trentaine de producteurs. Le directeur de la Chambre jurassienne Jean-Paul Lachat a manifesté son intérêt et a soutenu la démarche. A Neuchâtel, la participation était plutôt faible mais les débats intéressants. La Chambre neuchâ-

teloise devrait se prononcer sur ce sujet prochainement. Néanmoins, la section Uniterre NE ne va attendre la décision de la Chambre et va, dans les plus brefs délais organiser une séance, vraisemblablement dans le Jura neuchâtelois. Du côté de Fribourg, le mouvement avance gentiment ses pions. Deux séances ont eu lieu ces deux dernières semaines. La fréquentation a été moyenne mais l'enthousiasme grandissant! D'autres séances devraient suivre, et notamment dans la partie alémanique du canton.

Nicolas Bezençon



27 juin: 124 familles ont adhéré à la commission lait et à la plateforme EMB

L'actualité de la plateforme européenne

Les membres de la plateforme européenne EMB se sont rencontrés les 29 et 30 juin dernier à Bruxelles. Uniterre était représenté par Jacques Barras, président de la commission lait et Rudi Berli, secrétaire à Uniterre. Ils ont déposé officiellement la demande d'adhésion de la commission « par litre de lait, 1 Fr. pour le paysan ». Celle-ci devra être avalisée par les membres lors de la prochaine réunion d'EMB qui aura lieu vraisemblablement en septembre.

Cette réunion fut également l'occasion pour la plateforme d'accueillir officiellement trois nouveaux membres, à savoir l'organisation écossaise DFoS (Dairy Farmers of Scotland) qui regroupe plus

de 600 producteurs de lait, l'organisation galloise FUW (Farmers Union of Wales) qui compte elle 1400 membre et finalement les 22'000 producteurs irlandais de l'ICMSA (Irish Creamery Milk Suppliers Association). Ces adhésions viennent renforcer considérablement la plateforme. Désormais celle-ci regroupe plus 70'000 producteurs de lait autour de revendications communes, à savoir la hausse obligatoire du prix du lait en Europe pour le producteur.

Autriche

IG-Milch a reçu le prix national du marketing avec son initiative de commercialisation de lait équitable «A Faire Milch ». Pour rappel, chaque famille

paysanne qui entend participer au projet doit fournir 10 h de marketing par année. Cette stratégie paye. Les ventes de lait équitable ont passé de 15'000 à 100'000 litre de lait par semaine en l'espace d'une année.

Allemagne

Les négociations avec les acheteurs de lait continuent. A l'heure actuelle, les laiteries ont annoncé une hausse probable des prix, mais rien n'est encore officiel. Le BDM continue de mettre la pression.

Belgique

Du lait est vendu sur le marché « spot » à 43 ct Euro/kg au producteur. Pour

le Belgium Dairy Board (BDB), la revendication d'EMB (40ct d'euro/kg) reste néanmoins plus que jamais d'actualité car ce prix ne concerne qu'une infime partie du lait commercialisé alors qu'EMB revendique ce prix pour le 100% du lait produit en Belgique !

France

Des contacts ont été pris avec différentes organisations de producteurs de lait. Le président de l'une de ces organisations était présent à Bruxelles. Il s'est montré très enthousiaste à l'idée d'adhérer à EMB, à suivre...

Nicolas Bezençon

Nouvelle baisse de prix du lait - Deux cents producteurs de lait manifestent devant Emmi

A l'appel de BIG-M (Bäuerliche Interessengemeinschaft-Marktkampf) deux cents producteurs de lait ont manifesté le lundi 18 juin devant le siège d'Emmi pour protester contre les nouvelles baisses de prix et pour revendiquer un prix du lait équitable. Nous publions ici un large extrait du communiqué de presse diffusé lors de cette action.

Emmi met en danger l'avenir de la production laitière en Suisse

«Une fois de plus, nous, producteurs de lait, devons constater que la fixation des prix sur le marché laitier n'obéit pas à la loi de l'offre et de la demande, mais que les prix sont dictés par Emmi. Cette pression sur les prix pour la seule recherche de profits sur le dos des producteurs est totalement inéquitable et n'est pas l'illustration d'une relation entre partenaires. Ces derniers mois, l'offre insuffisante par rapport à la demande mondiale a fait exploser les prix pour la poudre de lait. Dans les pays voisins, alors que les stocks sont vides, on s'attend à des hausses de prix allant jusqu'à 20%.

Il est dès lors scandaleux qu'Emmi utilise le fractionnement des producteurs en plus de 30 organisations, et la dépendance des producteurs qui leur sont directement affiliés, pour étrangler encore les prix. C'est la deuxième baisse cette année alors que la situation du marché est particulièrement bonne. Cette baisse est d'autant plus inacceptable que d'une part les prix montent partout en Europe, et que d'autre part les coûts, de production ne cessent d'augmenter. Ainsi Emmi impose aux producteurs une rémunération à l'heure qui est largement en dessous de tout salaire minimal. Cette stratégie menace la bonne qualité et les standards élevés de production. Une qualité optimale ne peut pas être garantie avec des prix cassés. Avec sa stratégie commerciale, Emmi pratique une forme d'exploitation moderne à peine imaginable.

Les producteurs ont besoin d'un prix de lait équitable !

Pour pouvoir produire durablement, tant du point de vue économique qu'écologique, il faut un prix couvrant les coûts de production. Certes il est possible de limiter le manque d'amortissements et

présenté fièrement son rapport d'activité annuel. A un rythme presque mensuel, nous apprenons l'achat d'une laiterie par Emmi, en Suisse et à l'étranger. Cette croissance de l'entreprise a un coût élevé. Ce sont les producteurs de lait qui fournissent ce capital. Avec cette politique expansive d'investissements,

exploitations et pour la production laitière de qualité en Suisse »...

Renverser le rapport de force

Uniterre se réjouit de la mobilisation de nos collègues suisses alémaniques. Cette mobilisation doit s'inscrire dans une stratégie offensive et proactive qui regroupe les producteurs autour d'une revendication commune de prix. Ce prix équitable minimal est de Fr. 1.- au producteur par litre de lait. Dans la négociation de prix et afin d'obtenir un prix équitable, il faut l'annoncer. Le prix équitable fixé par la production est un élément essentiel de notre stratégie de marketing. C'est une simple question de crédibilité et de confiance en la valeur de notre production. Dans la situation de marché actuelle, il apparaît par ailleurs clairement que la responsabilité des baisses successives est à trouver dans la mauvaise organisation des producteurs. On n'ose pas imaginer le prix du lait si le marché était saturé! Il est naïf de croire que le morcellement actuel est viable. Il faut regrouper les producteurs dans une organisation faitière qui négocie le prix et qui gère les quantités. Les producteurs doivent négocier le prix d'une seule voix et ce prix vaut alors pour tous les producteurs. Il n'y a pas d'autre alternative. Les producteurs doivent pousser leurs organisations et les responsables dans ce sens; ou rejoindre une organisation qui reconnaît cette nécessité incontournable.

Rudi Berli



Les 200 producteurs entourent l'entreprise avec leurs panneaux «Les paysans ont besoin d'un prix du lait équitable».

d'investissements pendant une courte période, mais à long terme, une telle situation menace la survie des exploitations. Seul un prix couvrant le coût de production maintient une agriculture avec des conditions de rémunération acceptable et le maintien de nos paysages cultivés, uniques et diversifiés.

Il y a quelques semaines, Emmi a

les bénéfices apparents sont également moins importants. La dictature des prix imposée par Emmi équivaut à une déclaration de guerre à l'intention des familles paysannes qui s'occupent tout au long de l'année de leurs vaches. Nous sommes décidés à lutter pour un prix du lait équitable, pour le bien-être de nos familles, pour l'avenir de nos

Swissgap sur la sellette!

Les producteurs de patates se mobilisent contre SwissGAP

Depuis le 11 juin les membres de l'Union Suisse des Producteurs de Pommes de Terre (USPPT) ont récolté des signatures pour la convocation d'une assemblée extraordinaire sur la problématique SwissGAP. Un nombre croissant de producteurs refusent de se soumettre sans cesse à des nouvelles exigences sans aucune rémunération supplémentaire. Au contraire, ces exigences unilatéralement imposées par la grande distribution créent un surplus de travail et de coût entièrement pris en charge par les producteurs.

La culture de la pomme de terre en danger

A l'instar d'autres secteurs agricoles la production de pommes de terre est aujourd'hui sous pression. Les surfaces régressent continuellement pour atteindre aujourd'hui un niveau d'approvisionnement critique, particulièrement apparent dans les années à faible rendement. L'année 2006, avec ses conditions climatiques difficiles, a vu une baisse de rendement de près de 25%. En 2006, 55'000 tonnes de patates ont été importées, soit plus du double du contingent d'importation imposé par les accords de l'OMC (soit 22'250t). Malgré une flambée de prix en Europe, avec la plus

mauvaise récolte depuis 25 ans, les prix suisses n'ont évolué que faiblement à la hausse; ce qui a causé des pertes importantes aux producteurs. Les prix aux producteurs restent relativement stables depuis plusieurs années, alors que tant les coûts de production comme les prix à la consommation ont augmenté de 40% depuis 1998. La fourchette des prix s'établit aujourd'hui à 0.51 fr/kg prix producteur à 2.31 fr/kg prix à la consommation. Cherchez l'erreur!

En conséquence, les surfaces cultivées sont passées à un peu plus de 12'000 ha, alors qu'elles ont culminé historiquement à plus de 80'000 ha. Quant au nombre de producteurs, il suit la même courbe à la baisse pour s'établir aujourd'hui à

environ 7'900.

Uniterre soutient les producteurs de pommes de terre dans leur juste revendication. Non seulement les producteurs ne doivent répondre à aucune nouvelle exigence sans rémunération supplémentaire, mais en plus il faut adapter les prix aux coûts de production et dès lors imposer une hausse substantielle nécessaire à l'instar des hausses demandées dans les autres secteurs. Un engagement ferme pour la souveraineté alimentaire afin de permettre le maintien d'une protection à la frontière, pour ne pas subir les effets de dumping économique, social ou environnemental est également une mesure indispensable.

Rudi Berli

PACTE POUR UNE AGRICULTURE CITOYENNE

Uniterre interpelle les candidat-e-s romands

Uniterre a décidé de lancer un débat sur l'agriculture auprès des candidat-e-s aux élections fédérales. Les sections cantonales seront chargées de relayer ce projet auprès de leurs candidat-e-s. Tous les candidat-e-s seront interpellés cet été pour se positionner quant à un projet de «*pacte pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire*».

Le débat stérile autour de PA 2011 a une fois de plus démontré que si nous voulons développer une politique agricole responsable, il est nécessaire de prendre de la distance. L'agriculture et l'alimentation étant des aspects essentiels qui touchent chaque citoyenne et citoyen, Uniterre souhaite que nos candidat-e-s, futurs parlementaires nationaux, se penchent sur les visions d'Uniterre et prennent position. Cette démarche ne se veut pas partisane puisqu'elle s'adresse à tous les candidats. Suite à l'envoi par courrier postal de notre projet de pacte en juillet, chaque section cantonale

d'Uniterre organisera, à la rentrée, une assemblée destinée aux candidats. Des informations supplémentaires pourront ainsi être fournies aux candidats et un premier débat pourra être mené.

Le pacte sera publié dans l'édition «juillet-août 2007» de notre journal. Si vous connaissez des candidat-e-s ou si vous l'êtes vous-même, prenez le temps de lire ce pacte et parlez-en autour de vous. Nous souhaitons que l'agriculture franchisse les portes des commissions d'experts.

Les noms des signataires du pacte seront publiés dans notre journal de fin septembre. Les élu-e-s signataires seront amené-e-s à se référer à ces visions lors des débats ou votes au Parlement. Uniterre se tiendra à leur disposition pendant la législature pour les renseigner sur différents dossiers. Nous suivrons bien sûr les prises de position des signataires pendant les quatre ans de législature.

Valentina Hemmeler Maïga

Référendum contre PA 2011

Suite au vote de la loi sur l'agriculture (LAgr) le 22 juin dernier au Parlement, un comité s'est mis sur pied pour lancer un référendum contre PA 2011.

Pour des raisons de disponibilités, Uniterre a pris la décision de ne pas s'engager en tant qu'organisation dans le référendum. Par contre, le comité directeur d'Uniterre a choisi d'informer ses membres sur ce dossier. Cela sera fait par le biais du journal (édition juillet-août) ou via le site internet www.uniterre.ch.

D'ores et déjà, voici quelques arguments présentés par le comité référendaire:

30'000 exploitations agricoles ont disparu en 15 ans, ça suffit!

Soutenir le NON à la loi sur l'agriculture, c'est:

- Protéger nos valeurs et nos biens et lutter contre le libre-échange qui les met en danger.
- Maintenir les exploitations paysannes familiales.
- Maintenir un paysage diversifié

et un habitat rural de qualité.

Nous exigeons :

- Que le droit soit prédominant au marché.
- Que la sauvegarde de l'environnement soit prédominante au marché.
- Que les produits de proximité soient prioritaires sur le marché.
- Que le commerce équitable ne soit plus un commerce de niche, mais la norme.

Dire NON à la politique agricole :

- C'est s'engager à transmettre aux générations futures des terres et un aménagement rural répondant aux critères de souveraineté alimentaire, de conservation du paysage, de la flore et de la faune.
- C'est s'engager dans un projet de résistance citoyenne pour la défense de notre qualité de vie.

Pour plus d'informations sur ce référendum, vous pouvez également consulter le site: www.lavrille.ch

CONFÉRENCE EUROPÉENNE SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL À BERLIN

Développement rural: les paysans exigent la souveraineté alimentaire et la réforme agraire!

Les populations rurales sont confrontées à une crise dramatique. Partout dans le monde, dans les pays pauvres mais aussi dans les soi-disant «pays développés», les paysans et les paysannes sont contraints de quitter les campagnes faute d'accès à la terre, aux semences, à l'eau et au crédit et car ils ne peuvent vendre leurs produits sur les marchés locaux à des prix rémunérateurs. En conséquence, sur les 854 millions de personnes qui ont faim dans le monde, les deux tiers sont des travailleurs ruraux, des paysans, des paysannes et des peuples indigènes. Les politiques de libéralisation des échanges et de privatisation qui ont été appliquées depuis plus de vingt ans au nom du développement rural sont responsables en grande partie de la crise actuelle. Transformer les ressources agraires en marchandises ne profite pas aux pauvres. Cela ne bénéficie qu'aux plus riches et aux entreprises multinationales qui, avec l'aide de la Banque Mondiale, du Fond Monétaire International et de l'Organisation Mondiale du Commerce, prennent le contrôle de nos terres, de notre eau, de nos semences et maintenant également de nos savoirs.

Nous ne croyons pas que la technologie en elle-même puisse être la solution. La

soi-disant Révolution verte et les OGM ne font qu'aggraver la concentration des ressources entre les mains de quelques firmes. Ces «solutions» sont défendues par ceux qui ne veulent pas de réels changements dans l'actuelle répartition injuste des ressources. Au lieu de cela, nous, paysans et paysannes, travailleurs agricoles, sans-terres, femmes et hommes d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Europe, d'Amérique Latine et d'Asie, nous exigeons la souveraineté alimentaire et la réforme agraire.

La souveraineté alimentaire est le DROIT des peuples, des pays et des groupes de pays à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Elle inclut le droit pour tous les pays, du Nord comme du Sud, de protéger leurs marchés (par des barrières tarifaires ou non-tarifaires), ainsi que la priorité donnée à la production agricole locale sur l'agriculture agro-exportatrice. Pour cela, l'OMC et tous les autres traités bilatéraux et bi-régionaux de libre-échange doivent sortir de l'agriculture. Les APE (accords de partenariat économique) doivent être arrêtés.

La souveraineté alimentaire ne peut être séparée d'une vraie réforme agraire

qui doit garantir aux paysannes et aux paysans, aux peuples indigènes, aux pasteurs, aux sans-terres et aux travailleurs agricoles, un accès et un contrôle effectif sur les ressources naturelles et productives dont nous avons besoin pour réaliser vraiment nos droits humains. Nous sommes contre la privatisation de la terre, de l'eau, des semences et des connaissances et défendons l'usage social de ces ressources. Les femmes et les hommes doivent avoir le même droit à accéder aux ressources productives. Le rôle des femmes dans le développement rural doit être pleinement reconnu. Il est également particulièrement important pour le futur de l'agriculture paysanne de mettre en place des mécanismes qui assurent l'accès à la terre et aux autres ressources agraires pour les jeunes.

La Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRARD) qui s'est tenue en mars 2006 à Porto Alegre, au Brésil, a permis des avancées substantielles dans le débat actuel sur la réforme agraire et le développement rural. La déclaration finale reconnaît des éléments clés tels que le besoin de soutenir l'agriculture paysanne, le besoin de redistribuer la terre et les autres ressources agraires dans un contexte de très grande concen-

tration, l'importance des marchés locaux et nationaux, le besoin de renforcer le rôle de l'Etat pour développer et appliquer des politiques agricoles plus justes et plus axées sur les besoins des populations et le rôle des organisations paysannes dans la définition des politiques agricoles. Nous exigeons qu'à partir de maintenant, les politiques et les programmes de développement rural soient basés sur la déclaration finale de la CIRARD et sur les principes d'une coopération internationale respectueuse de la souveraineté des peuples et des nations. Enfin, nous appelons au renforcement des alliances stratégiques entre les organisations paysannes et les autres secteurs de la société pour parvenir à un développement rural durable et juste. La souveraineté alimentaire est un droit pour tous, c'est également notre responsabilité commune!

Non à tous les accords de libre-échange!
L'heure est venue pour la souveraineté alimentaire!

Globalisons les luttes, globalisons l'espoir!

*La Via Campesina
17 juin 2007*

MARCHÉ DE PROXIMITÉ

La ferme vaudoise: Entretien avec Jean-Daniel Pavillard

«Voilà le deuxième magasin «La Ferme» après celui ouvert à Yverdon par mon vieux pote de lutte Gérard Roy!» Ainsi se présente Jean-Daniel Pavillard, agriculteur, qui ouvrait il y a huit ans «La Ferme Vaudoise», petit magasin de produits alimentaires locaux, donnant sur la place de la Palud à Lausanne. Le nom «La ferme Vaudoise» est propriété de ces deux amis.

La Commune de Lausanne cherchait, à cette époque, des petits artisans pour les arcades donnant sur les places de la ville. Jean-Daniel Pavillard a eu trois jours pour se décider à louer le local mis à disposition.

Une défense professionnelle particulière

Il ne lui en fallut pas plus pour se lancer! Ses motivations? Aider les fermes de la région. La tendance, depuis plusieurs années, est de demander aux exploitants agricoles de produire, transformer et vendre. Or il est difficile de se spécialiser dans ces trois axes à la fois. Le magasin vient donc soutenir les producteurs dans leur démarche de valorisation de leur production par la commercialisation. Mais surtout, il considère que ce magasin est une excellente forme de défense professionnelle. D'une part, il permet la mise en valeur des produits agricoles de manière très concrète, et, d'autre part, il rend possible une relation avec les consommateurs, ce qui permet de donner à ceux-ci une vision positive de l'agriculture. Aux demandes de subsides et aux lamentations, il oppose son sourire et sa sympathie; ce qui a, nous dit-il, un effet immédiat et positif sur l'appréciation de l'agriculture chez les citoyens.

Les produits vendus viennent essentiellement du canton de Vaud. «Tous les produits sont exclusifs», déclare Jean-Daniel Pavillard: bon goût, bien faits, bien présentés et introuvables dans les grandes surfaces. Ils sont généralement transformés à la ferme.

Un magasin qui permet des relations directes et enrichissantes

Entre 85 et 90 fournisseurs de tout le canton de Vaud fournissent le magasin. Il existe un contrat tacite avec eux et si une relation est établie avec l'un d'eux, elle perdure. Même si un nouveau fournisseur arrive avec un produit similaire meilleur marché, notre responsable de magasin continuera de passer ses commandes aux personnes avec lesquelles il a tissé des liens non pas seulement commerciaux, mais aussi d'entraide. Des 40 du début, environ 36 continuent à livrer. Cette loyauté est importante à ses yeux. Elle fait partie de cette aide qu'il espère apporter aux fermes locales.

Pour Jean-Daniel Pavillard, l'évolution des producteurs est tangible: au début, il y avait peu d'agriculteurs qui transformaient leurs produits. Actuellement, non seulement il y en a plus, mais la qualité de leurs prestations a nettement augmenté. Il a d'ailleurs une grande estime pour eux et n'hésite pas à le dire! S'il annonce à ses clients que trois jours plus tard, un certain produit sera à leur disposition, les producteurs sont capables de livrer des produits de qualité dans le temps prévu, quitte à travailler le soir pour livrer frais le matin. Jean-Daniel Pavillard se targue de les payer cash, en signe de respect.

des débuts où la clientèle était composée essentiellement de personnes âgées. Maintenant, la palette d'acheteurs est presque aussi grande que celle des produits: de plus en plus de jeunes, des familles, des touristes et des personnes aisées, de la ville de Lausanne, mais aussi de Morges, de Vevey et d'autres cantons. Il explique ce développement par le fait que «les gens sont de plus en plus préoccupés par la malbouffe, la pollution, le réchauffement climatique, et le magasin représente à leurs yeux le contraire de tout cela». La qualité des produits semble être le premier motif d'intérêt, suivi par la proximité

sont d'accord de jouer le jeu du local pour soutenir l'agriculture; ils adorent encore les paysans et sont sensibles à comment val'agriculture et les producteurs agricoles». Il souligne que, si la vente au magasin se fait par produit, et non pas sous forme de contrat, comme dans le cas des initiatives ACP (Agriculture Contractuelle de Proximité), elle joue un rôle crucial dans la discussion sur l'agriculture en général.

Quatre vendeuses assurent le service. Mais notre producteur d'Orny, converti en commerçant à mi-temps, regrette de ne pas avoir trouvé, au sein des familles paysannes, des personnes d'accord d'assumer cette fonction.

L'union fait la force

Pour Jean-Daniel Pavillard, «la génération qui vient est géniale!» Ceux qui seront paysans le seront par choix véritable. «Ils seront meilleurs que nous, parce qu'ils seront pointus dans leurs activités, par nécessité, mais aussi parce qu'ils sauront mieux se défendre». Ils sauront défendre l'agriculture en tant qu'unité et ne se laisseront pas aller à des luttes sectorielles que les grandes chaînes ont bien su exploiter ces dernières décennies, utilisant une fois de plus la tactique de diviser pour mieux régner.

En ce sens, Jean-Daniel Pavillard déplore que la mobilisation pour le «par kg de lait; 1 fr. pour le paysan» soit à nouveau une revendication sectorielle. Cette revendication devrait englober tous les produits. Uniterre comprend bien ce point de vue; c'est pourquoi il considère que ce projet de revendication pour le lait n'est qu'un début qui permettra de lancer des démarches similaires pour les autres filières. Mais il faut bien commencer par quelque chose et c'est le fond du discours qui compte.

Charlotte Wirz



Jean-Daniel Pavillard, au comptoir de la «Ferme vaudoise».

Et les prix au producteur? «Jamais je ne marchanderais un prix avec un paysan. Soit je l'accepte, soit je ne prends pas le produit s'il est trop cher. Je leur dit même souvent que leur prix est trop bas. Mais je n'en profite pas pour augmenter la marge du magasin sur ces produits. Ainsi, il y a des produits plus chers et d'autres moins chers que dans les autres commerces». Cela est possible parce qu'il n'y a pas d'intermédiaires entre les producteurs et le magasin et que le but n'est pas uniquement de faire du profit. Selon lui, tout le monde y gagne, tant les producteurs que les consommateurs, et le magasin tourne sans subvention.

Du côté des consommateurs aussi, il y a eu une évolution: notre agriculteur-vendeur se rappelle sans nostalgie

et la sécurité, c'est-à-dire l'assurance de ne pas avaler ni OGM, ni restes de pesticides ou de médicaments.

Pour ces consommateurs, la relation avec les agriculteurs revêt une telle importance que Jean-Daniel Pavillard a choisi d'être présent au magasin tous les matins et de ne s'occuper de son exploitation agricole que les après-midis. Il considère qu'ouvrir d'autres magasins dans la région serait une aberration: il lui faudrait alors prendre des gérants, ce qui ne répondrait plus du tout à l'attente des consommateurs. Par contre, il est fort possible que la population sensible à ce genre de produits n'ait pas intégralement accès à «La Ferme Vaudoise»!

Sa longue expérience de la clientèle fait dire à M. Pavillard que «les gens



AGRICULTURE SOCIALEMENT DURABLE

L'impasse du modèle de production agricole industrielle dans le sud de l'Espagne

Pendant la saison hivernale, les régions d'Almería, avec 40'000 ha de légumes, et de Huelva, avec 7'500 ha de fraisières, sont aujourd'hui productrices n°1 de fruits et légumes européens pour les pays du Nord. Pourtant ce modèle de production agricole a atteint ses limites après 35 années de boom économique sans précédent dans une des régions historiquement les plus pauvres de l'Europe du Sud. Corollaire des bénéfices dégagés par cette agriculture: une activité débridée de bétonnage du sol. La construction de villas et de complexes touristiques a déclenché une frénésie qui a permis à la population de se sortir de la pauvreté. Ceci sur le dos d'une main-d'œuvre corvéable à merci, au début nationale et ensuite issue principalement de l'immigration «légale» organisée (Maroc, Pologne, Roumanie, etc.) ou encore de «sans-papiers» venant d'Afrique, d'Amérique du Sud ou des pays de l'Est. Un environnement pollué et saccagé par les bulldozers complète le triste panorama.

Emprises sur le foncier

Depuis le nouveau millénaire, la surface des serres de la région d'Almería est passée de quelque 30'000 ha à environ 40'000 ha, grignotant à coups de bulldozer les collines et montagnes avoisinantes et empiétant – en toute illégalité – sur le territoire du Parc naturel, d'importance européenne, du Cabo de Gata. Avec environ 18'000 unités, le nombre de producteurs reste relativement stable. Ce sont principalement des petits propriétaires-producteurs (2 à 5 ha). Il est certes difficile de connaître exactement leur statut social et – surtout – leur situation économique. Il semble, cependant, qu'en raison d'une concurrence de plus en plus vive, les systèmes de serres deviennent plus sophistiqués, donc plus chers; d'où un endettement plus important et une vulnérabilité plus grande. Les petits producteurs de fruits et légumes se voient étranglés par des coûts de production de plus en plus élevés: désalinisation de l'eau, cultures hors-sol, etc. Ces petits producteurs sont-ils vraiment encore propriétaires de leur outil de travail (sol, bâtiments, production, etc.)? Ce n'est pas certain car, afin de pouvoir produire, ils sont confrontés aux exigences des financiers et fortement endettés. Pour les producteurs de fraises de la région de Huelva, les semis, plantons et techniques de production dépendent des filières californiennes; ils sont évidemment soumis au paiement de royalties. Quant à la production de légumes sous serres

à Almería, elle dépend principalement de la Hollande.

Ce modèle de développement est aujourd'hui en crise: après s'être envolée pendant plusieurs années, la spéculation foncière se dégonfle et l'activité immobilière tend vers la faillite. La commercialisation des fruits et légumes est en main de grands distributeurs internationaux et nationaux qui dictent leurs conditions. Le monde du capital financier international choisit ses investissements en vertu des dividendes escomptés et n'a pas d'état d'âme. Peu lui importe de délocaliser la production une fois les ressources naturelles épuisées et le coût de la main-d'œuvre passé au-delà du seuil de rendement dicté par les actionnaires! Cette délocalisation se dessine inexorablement, notamment en Afrique du Nord; au Maroc par exemple, où d'importants capitaux espagnols sont investis et où les coûts de production, malgré les transports plus long, sont encore plus bas...

Exploitation des êtres humains

Une majeure partie de la main-d'œuvre est composée d'immigrés clandestins. Leur statut illégal les rend corvéables et malléables à souhait: paiement partiel du salaire, insuffisance voire absence d'une couverture sociale digne de ce nom, travail journalier sélectif et sur appel, irrespect de la personnalité, racisme ouvert, tracasseries multiples et répétées. Sans parler des conditions de logement déplorables et trop souvent scandaleuses, auxquelles s'ajoutent les nombreux accidents de travail dus à l'utilisation inadéquate des produits phytosanitaires. La loi de l'offre et de la demande ne joue manifestement pas en faveur de ces innombrables ouvriers d'origines diverses, majoritairement marocaine. Les pays de l'Est sont également bien représentés, de même que les pays sub-sahariens et ceux d'Amérique latine. Leur nombre? Une

les légumes produits contiennent au moins 95% d'eau et que le volume des légumes exportés de la région d'Almería se situe entre 2,8 et 3 millions de tonnes par saison, ce ne sont pas moins de 2,6 à 2,8 millions de tonnes d'eau (potable) qui se baladent sur les routes européennes durant chaque saison... en polluant allègrement l'air. Or, les nappes phréatiques s'épuisent, même à 1'500 m de profondeur! La désalinisation de l'eau de mer a un prix non négligeable. Quant aux déchets générés par cette production, en particulier les plastiques et matériaux nécessaires à la construction des serres, ils sont évalués par les spécialistes à environ trois millions de tonnes par saison, donc au moins l'équivalent de la production légumière elle-même. Il existe bien sûr des décharges officielles, des usines de recyclage ou d'incinération, mais elles sont peu nombreuses et ont un coût; d'où une forte tentation de déroger à la règle et de procéder à l'évacuation, l'enfouissement ou l'incinération sauvages... Pollution de l'eau, des sols, de l'air et gaspillage du territoire s'entremêlent en une joyeuse ronde anti-environnementale!

La sécurité sanitaire alimentaire doit aussi être évoquée. Il y a peu de temps, des laboratoires allemands ont mis à jour des résidus de pesticides interdits dans des légumes provenant de la région d'Almería. Puis, ce fut le tour du Royaume Uni, de la Finlande et de la Hongrie. Grand tollé international! Du coup, les milieux économiques d'El Ejido misent sur l'agriculture biologique. Déjà quelque 200 producteurs ont converti près de 700 ha à ce mode de production. Mais a-t-il un futur? Et surtout, est-ce sensé de produire des tomates et autres légumes, puis de les transporter sur des milliers de kilomètres pour les étaler enfin sur les comptoirs de la grande distribution du Nord de l'Europe? Fruits et légumes bio mais non écologiques et encore moins produits dans des conditions de travail et salariales convenables pour les ouvriers et ouvrières agricoles. Les consommateurs et consommatrices devront tôt ou tard se prononcer!



Un bétonnage impressionnant qui défigure toute une région.

Bien que la marge bénéficiaire tende vers la baisse, la culture des fraises continue de dégager des revenus importants. Cette baisse incite le producteur à diminuer le coût de la main-d'œuvre et à péjorer les conditions de travail, il exploite au maximum les ressources naturelles, intensifiant la détérioration de l'environnement. En résumé, l'option choisie par les entreprises locales, sous la pression du capital financier, est claire: augmenter le degré d'exploitation du travail et des ressources naturelles! Ce constat peut être retenu également pour les producteurs de légumes sous serres de la région d'Almería.

règle généralement admise dit qu'il faut deux personnes par hectare de serre. La surface des cultures sous abri de la région étant évaluée à environ 40'000 ha, le calcul est facile à faire...

Exploitation de l'environnement

Dans le contexte de ce type d'agriculture industrielle, les atteintes à l'environnement sont quasiment inévitables. La pollution due à l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires atteint des sommets critiques. El Ejido en est la preuve éclatante. Sachant que

Autre modèle à explorer?

Dans les Alpujarras, au sud de la Sierra Nevada, des paysans de montagne se sont organisés et ont entamé une démarche intéressante: revitaliser une région en incitant au retour à la campagne, en investissant dans la production biologique afin de protéger le paysage et maintenir l'agro-tourisme,

en sensibilisant la population à ce mode de production. La coopérative née en 1992 a choisi de développer les débouchés locaux. Ils ont fait connaître leur production par la création d'un label AOC, via des magasins. Leur initiative a pris très vite un essor, car elle répondait à une attente de la population consommatrice. D'autres paysans se sont associés à cette entreprise en créant de nouvelles coopératives qui se sont structurées en réseau et d'autres magasins se sont ouverts. Cependant, la logique de proximité (écologique et éthique, puisque les revenus agricoles couvrent les coûts de production) qui découle de cette initiative risque de perdre son sens, car la demande de produits biologiques labellisés de cette région vient d'au-delà; du reste du pays et d'autres pays européens. Mainte-

nant, la balle est dans le camp de ces paysans, dont nombre d'entre eux se convertissent au bio plus pour l'argent que cela rapporte que par conscience écologique!

Reste que la main-d'œuvre agricole persiste dans son rôle de force de travail corvéable à merci. Sans papiers ou avec contrat saisonnier, elle est l'enjeu d'une politique d'emploi qui satisfaisait presque tout le monde (sauf elle-même évidemment), soit l'économie locale et globale. Tant que les consommateurs et consommatrices, ainsi que les organisations agricoles n'auront pas pris conscience de cette réalité indigne, l'espoir d'une amélioration reste ténu! L'ouverture du Centre social de Nijar, animé par le très actif SOC (Sindicato de Obreros del Campo), contribuera à

améliorer les conditions de travail de cette main-d'œuvre, délaissée malheureusement par les syndicats ouvriers traditionnels espagnols.

Peut-être que de nouvelles rencontres internationales à Almeria permettront de mettre plus en avant le concept de souveraineté alimentaire, terme qui a peu été prononcé lors des débats sur l'agriculture industrielle et dont l'application permettrait pourtant d'améliorer les conditions de travail et de rémunération du monde agricole, tant les petits paysans et paysannes que les ouvriers et ouvrières agricoles.

*Philippe Sauvin/Christine Schilter/
Willy Streckeisen, membres de la
délégation de la Plateforme pour une
agriculture socialement durable*

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ

☎ 026 913 79 84

✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

**Plateforme pour une
agriculture sociale**

www.agrisodu.ch

Nos importations douteuses de légumes

Des parlementaires questionnent le Conseil fédéral sur les conditions de production

Le retour de la délégation de la «plateforme pour une agriculture socialement durable» de la zone d'El Ejido n'est pas passé inaperçu auprès de certains parlementaires. (Voir article «L'impasse du modèle agricole industriel au sud de l'Espagne».)

A titre d'exemple et au vu des conditions de production inadmissibles du sud de l'Espagne, tant sur le plan social qu'écologique, une motion et une interpellation ont été déposées

lors de la session du mois de juin du Parlement; respectivement par Anne-Catherine Menétrey-Savary et Joseph Zisyadis. Les deux textes, très semblables, questionnent le Conseil fédéral sur l'importation en Suisse de produits qui ne respectent en rien les normes tant sociales qu'écologiques qui prévalent en Suisse.

Ils posent la question de la possibilité d'interdire ce type d'importations ou tout de moins d'imposer des taxes douanières dissuasives pour les produits dont les modes de production sont interdits en Suisse.

La question de l'étiquetage de tels

produits est également abordée en demandant des clarifications au Conseil fédéral quant à la mise en application de l'article 18 de la loi sur l'agriculture qui prescrit que «le Conseil fédéral édicte des dispositions relatives à la déclaration des produits issus de modes de production interdits en Suisse». Il est également suggéré que les conditions sociales de production puissent faire partie de l'information à transmettre, par le biais d'un étiquetage adéquat, au consommateur.

Les deux parlementaires se questionnent encore sur le rôle de la Suisse au sein de l'OMC: est-il possible d'imposer des critères sociaux dans

les échanges marchands? Si la motion a peu de chance de passer, mais à le mérite d'exister, nous nous réjouissons de lire les réponses du Conseil fédéral aux questions de l'interpellation.

Affaire à suivre.

Valentina Hemmeler Maïga

T-shirt Uniterre

Toutes les tailles sont disponibles auprès du secrétariat par simple coup de fil ou par e-mail.

021 601 74 67 / info@uniterre.ch

Ils peuvent également être commandés via www.uniterre.ch

Vous mangeriez bien une de nos carottes?

Lors de la sixième édition de la fête du développement durable à Genève le 9/10 juin dernier, la présence de la Migros n'a pas manqué de créer une certaine «surprise». Logé aux côtés des producteurs genevois du label «Genève Région Terre Avenir», la Migros a distribué des carottes au public. Cette fois-ci c'était au tour de la carotte lavée et calibrée.

Mais pour de nombreux producteurs suisses et locaux c'est plutôt des cacahuètes ou un petit coup de bâton. Réalités économiques obligent et la Migros n'y est pour rien, n'est-ce pas? Il est vrai que ce bâton s'adapte aux circonstances. Faut-il rappeler le sort qu'ont connu les éleveurs de dindes? Faut-il parler des prix payés par ELSA aux producteurs de lait, de la supercherie du label «Heidi», ou encore du label «De la région - pour la région»?

Pour la Migros, il est entendu que les producteurs doivent se fendre en courbettes devant la générosité de «leur» grand distributeur qui accepte de distribuer une quantité non négligeable de la production agricole indigène. C'est le sacro-saint volume de vente!

Qui sont donc ces paysans qui pensent qu'il faut des prix et une rémunération correcte pour pouvoir durer? Ils n'ont qu'à disparaître au nom du développement durable des bénéficiaires. Pour l'édition de l'année prochaine les responsables de l'organisation de la fête du développement durable ont - à notre connaissance - déjà invité Nestlé, Shell, Monsanto, Novartis et plusieurs autres sociétés actives dans le développement durable pour nous faire avaler leurs carottes.

Rudi Berli

OMC: pas d'accord conclu, heureusement!

Les quatre acteurs clés de l'OMC se sont réunis à Postdam en Allemagne à la mi-juillet pour tenter de faire avancer les négociations OMC, en vue de pouvoir organiser une réunion ministérielle à la fin juillet à Genève. Mais après quelques jours de discussions, le Brésil a claqué la porte, estimant que les Etats-Unis n'avaient pas fait d'efforts suffisants.

Quelques jours avant cette réunion, le néo-zélandais Crawford Falconer, responsable du dossier agricole à l'OMC, était invité à Berne pour s'entretenir avec les milieux agricoles. A cette occasion il a présenté son document de négociation, publié en mai. L'OFAG a dévoilé les impacts d'un accord pour l'agriculture suisse, en fonction des différents scénarios proposés par les acteurs: celui de Falconer, du G10, du G20, de l'Union européenne et des Etats-Unis. Le point le plus problématique reste «l'accès au marché», soit la

baisse des différentes protections à la frontière. Pour faire bref, en fonction des différents scénarios, l'agriculture suisse perdrait entre 23% de sa valeur ajoutée brute (proposition d'accord du G10, dont la Suisse fait partie), et 53% (proposition des Etats Unis).

Il est intéressant de constater qu'un des secteurs le plus largement touché est celui des grandes cultures. C'est également le cas dans le cadre de la PA 2011. Les grandes cultures seraient sacrifiées au libre-marché... Mais qu'importe, nous pouvons importer du fourrage de l'étranger; il est nettement moins cher nous dit-on. Le seul hic c'est d'être ensuite en mesure d'assumer le scandale d'importation de fourrage frelaté à large échelle, comme cela vient de se produire avec des céréales chinoises... cette fois semble-t-il sans conséquences sanitaires. Jusqu'à quand?

Valentina Hemmeler Maïga

AGROCARBURANTS

Les Verts suisses veulent un moratoire de 5 ans sur les importations

Lorsque Anne-Catherine Menétrey-Savary, Conseillère nationale vaudoise des Verts s'est attelée au dossier «défiscalisation des carburants produits à partir de matières premières renouvelables» dans le cadre de la Commission pour l'environnement, l'aménagement du territoire et l'énergie, elle avait un sentiment positif et favorable à cet instrument qui viendrait améliorer le bilan écologique de notre pays en lui permettant de quitter l'option pétrolière. Mais assez vite, après l'audition d'experts, la question du bilan écologique s'est posée et a occupé l'essentiel des discussions.

Les organisations d'entraide regroupées au sein d'Alliance Sud, ainsi que les campagnes internationales de diverses organisations contre les agrocarburants (spécialement le témoignage d'une femme argentine venue en Suisse dans le cadre de la défense des droits humains, notamment invitée par Uniterre) l'ont sensibilisée et informée sur les retombées sociales et écologiques de cette mutation agricole.

La majorité de la commission était favorable à une défiscalisation différenciée

des agrocarburants, même importés, sur la base d'un bilan écologique portant principalement sur le taux d'émission de CO₂. La question d'un bilan écologique plus large et surtout d'un bilan social a été plus difficile à négocier.

Pour les Verts, cela ne suffit pas. C'est pourquoi, au début du mois de juin, une motion du groupe des Verts demande au Conseil Fédéral de décréter un moratoire de 5 ans dans l'importation d'agrocarburants produits à partir de plantes cultivées à cet effet. Anne-Catherine Menétrey-Savary souligne que le moratoire se réfère aux importations, ce qui favorisera le développement d'expériences pilotes en Suisse. Il se limite aussi aux plantes cultivées, ce qui laisse champs libre à toute production d'agrocarburants produits à partir de déchets. La durée du moratoire devrait être utilisée pour la recherche d'alternatives, ainsi que pour l'organisation d'un label qui permette de faire la distinction entre les différents produits réunis sous le terme de «biocarburants».

Pour Uniterre, le moratoire prendrait encore plus de signification et de poids s'il s'inscrivait dans une vision globale de l'agriculture; de ses rôles. En effet,

de nombreux producteurs agricoles du Sud comme du Nord sont attirés par ce nouveau débouché garantissant- pour l'instant- de meilleurs prix que les denrées alimentaires. Souvent poussés à la faillite par des prix agricoles excessivement bas, ils quittent ou sont chassés de leurs terres au profit de grands propriétaires terriens ou de firmes agro-alimentaires. Une politique basée sur la souveraineté alimentaire permettrait d'érayer ce mécanisme de restructuration agricole au profit des multinationales qui poussent en avant la transformation de l'agriculture alimentaire vers une agriculture à des fins diverses; tout en s'épargnant ainsi le nécessaire débat sur les économies d'énergie.

Pour la Conseillère nationale, le moratoire veut souligner la menace que constitue la production d'agrocarburants pour la production alimentaire. Et si, selon ses dires, il faut concilier la production d'énergie avec celle d'aliments, le bilan écologique de la production suisse d'agrocarburants n'est pas non plus positif pour l'instant. Il faut en premier lieu favoriser la recherche et la promotion d'agrocarburants produits à partir de déchets (voir article ci-des-

sous), et, bien évidemment, réduire notre consommations d'énergie.

Or on est bien loin de la déclaration de l'Agence Internationale de l'Energie en 2005 (qui rassemble 26 pays de l'OCDE) qui demandait des mesures drastiques pour diminuer la consommation de pétrole. Toutes se référaient au transport, «la voiture étant le secteur le plus polluant où il n'existe pas d'alternatives aux hydrocarburants» (Le Monde, 3 avril 2005) :

- réduction de la vitesse à 90km/h,
- création de voies spéciales pour le covoiturage,
- baisse tarifaire ou gratuité des transports publics,
- circulation alterné à certaines périodes,
- augmentation du télétravail pour limiter les déplacements,
- bonus malus écologique pour pénaliser les grosses voitures cylindrées.

Au vu que la nouvelle mode des agrocarburants, ce genre d'agenda risque de ne plus être à l'ordre du jour! C'est la raison pour laquelle les Verts demandent un moratoire pour développer une autre politique des transports plus économe.

Charlotte Wirz

Biodiesel à partir d'huile végétale recyclée?

Tout près du site protégé et féérique de l'Allondon dans le canton de Genève, je suis reçue par Monsieur Gérard Thivand, chargé de production de Biocarb S.A. Cette petite entreprise, créée en 2003, produit du biodiesel à partir d'huiles végétales. Actuellement ses machines sont en réfection: l'entreprise se prépare à doubler sa production dès septembre 2007.

A ses débuts, l'entreprise avait un statut «d'installation pilote». Berne lui donnait une autorisation réduite de production. La demande a tellement augmenté, que l'entreprise a dû embaucher. Cette dernière année, elle avait un quota de 5 millions de litres à l'année. Mais dès 2008, avec l'ouverture des marchés, l'entreprise compte doubler sa production et passer à 10 millions de litres, destinés surtout à l'exportation,

bien qu'actuellement ses acheteurs soient surtout des entreprises suisses.

Si Biocarb, à sa création, voulait produire du biodiesel à partir d'huiles végétales recyclées, son développement a été autre: près de 80% de sa production actuelle se fait à partir d'huile de colza importée. Il s'avère que la demande des acheteurs a largement influencé ce revirement. En effet, le biodiesel produit à partir d'huiles végétales recyclées, bien que presque moitié moins cher que celui produit à partir d'huile de colza, est beaucoup moins demandé: il a la caractéristique peu appréciée de se figer dès 5 degrés. Il se vend donc spécialement en été. Il peut aussi se mélanger à d'autres qualités de diesel, ce que font les pétroliers comme Migrol, Pétroplus, Flamol, pour citer quelques acheteurs.

Les huiles végétales recyclées uti-

lisées pour la fabrication du biodiesel proviennent des restaurants. L'entreprise qui les livre à Biocarb a des contrats avec des ramasseurs d'huiles, puis elle les traite pour leur enlever leur eau et d'autres résidus. C'est le fait d'avoir déjà été chauffée qui diminue sa qualité comme matière première. Il serait possible d'améliorer la qualité du biodiesel qui en découle, mais il faudrait alors ajouter des processus qui diminueraient l'attrait financier.

L'intérêt des responsables de l'entreprise reste axé sur la production à partir d'huiles recyclées. Leur site (www.biocarb.ch) relève qu'en 2002, la Suisse avait un taux de récupération d'huile et graisse végétale de 14%, pour 20% dans nombreux autres pays: «il existe donc pour la Suisse un potentiel en matière première de 20'000 tonnes

par an environ. Une partie de cette matière est brûlée dans des cimenteries ou dans des installations d'incinération cantonales, une partie est exportée et le reste est réutilisé dans l'industrie».

Pourtant, malgré des convictions personnelles, l'augmentation de la production de l'entreprise prévue va se faire essentiellement à partir de colza. Evolution qui est regrettable mais répond actuellement à la demande du marché... qui une fois de plus ne tient de loin pas compte des différents enjeux du futur: des carburants, mais à base de déchets, pour ne pas concurrencer la production de denrées alimentaires et éviter le transport sur longue distance de la matière première. Ce qui est ici le cas, si on produit en important le colza et en réexportant le produit fini...

Charlotte Wirz